

«S'opposer à la Turquie pour soutenir l'Europe». Le bloc-notes de Patrick Devedjian



Patrick Devedjian

« La mondialisation a beaucoup d'avantages mais elle est aussi la libération des pulsions nationalistes. L'Europe puissance est plus que jamais nécessaire pour défendre et promouvoir notre modèle de civilisation »



« Vers l'Orient compliqué je volais avec des idées simples », écrivait le général de Gaulle dans ses *Mémoires de Guerre*, alors qu'en 1945 la France mettait fin à sa longue présence en Syrie et qu'il lui restait à assister, impuissante, à la lente agonie du Liban qu'elle avait bâti. Pourtant, en ce qui concerne cet « Orient compliqué », aucune leçon du passé ne semble accessible aux Européens, qu'**Erdogan** fait aujourd'hui chanter honteusement. Le comble ayant été de lui adresser des condoléances pour les pertes subies par son pays dans l'invasion de **la Syrie** alors qu'il s'est allié à des troupes de jihadistes.

Il est vrai que pendant tant d'années, se servant d'une phrase ambiguë du général de Gaulle, en octobre 1968 lors de son voyage à Ankara, «

les situations respectives de **la Turquie** et de la France leur offrent les meilleures raisons de rapprocher leur politique », la diplomatie française a défendu l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, expliquant à l'opinion française qu'Erdogan était l'équivalent d'un démocrate-chrétien ! Le Général de Gaulle qui ne voulait pas de l'entrée du Royaume-Uni dans l'Union européenne, ne souhaitait certainement pas celle de la Turquie. Il considérait sans doute que l'une comme l'autre auraient tué l'Europe. Aujourd'hui plus personne n'ose soutenir l'entrée de la Turquie en Europe, mais aucun pays n'ose vraiment refermer la porte, et Bruxelles continue, hélas, de subventionner la Turquie au titre de la pré-adhésion, tandis que Erdogan se proclame le protecteur de tous les musulmans d'Europe.

Les Européens semblent aussi s'être accommodés de ce que l'armée turque occupe militairement un territoire européen, à **Chypre**, où la capitale, Nicosie, est partagée par un autre « mur de la honte », au milieu duquel on trouve une ambassade de France abandonnée et en ruine. L'île est pourtant un enjeu stratégique majeur de l'Europe face à l'Orient. Des colons turcs sont installés dans la zone occupée d'où **les Chypriotes grecs** ont été chassés.

Flux migratoires. **La Turquie** viole les engagements qu'elle a souscrits, comme elle viole les eaux territoriales chypriotes par sa marine pour y faire des forages pétroliers. Elle tente d'intimider militairement ses voisins, exploite la misère humaine en favorisant les trafiquants de migrants et réclame encore ces jours-ci à être payée de 6 milliards d'euros pour ne pas organiser les flux migratoires vers nos nations. La Turquie s'équipe de matériel russe et **demande à l'Otan de la soutenir dans sa guerre contre les Kurdes** et la Syrie. L'Europe ne fait toujours rien, soucieuse de ne pas déplaire au sultan.

Le président Macron a été digne et courageux, quand il a osé affirmer, et il visait la Turquie, qu'il ne laisserait pas « nourrir sur le sol de la République, **un séparatisme**, qu'il soit religieux, politique ou identitaire », ajoutant « on ne peut pas avoir les lois de la Turquie sur le sol de la France ». Il est vrai qu'aucun pays ne saurait accepter qu'un Etat étranger organise sur son territoire une propagande de refus de l'intégration et de haine négationniste à l'égard d'une partie de ses citoyens.

Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, créée en 2004, n'a toujours pas atteint un millier de personnes alors qu'elle affiche un objectif de 10 000 agents. Je propose que la Commission européenne lui attribue les crédits encore ciblés sur la Turquie

La mondialisation a beaucoup d'avantages mais elle est aussi la libération des pulsions nationalistes. L'Europe puissance est plus que jamais nécessaire pour défendre et promouvoir notre modèle de civilisation. **Après le Brexit**, nous ne pouvons plus nous contenter de la brillante économie européenne. Nos nations ont besoin d'affirmer une souveraineté européenne par une armée et une police respectée.

Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, créée en 2004, n'a toujours pas atteint un millier de personnes alors qu'elle affiche un objectif de 10 000 agents. Je propose que la Commission européenne lui attribue les crédits encore ciblés sur la Turquie et qu'elle soit dotée d'un statut fédéral et non de simple assistance. Il est plus que temps que l'Union prenne en main sa politique migratoire.

Protection. La France ne peut toute seule assurer la protection des démocraties africaines, elle a besoin de la participation effective de toute l'Europe. L'Afrique est un sujet de préoccupation majeure pour l'Europe et est déterminante pour son destin. Sa population est en grande croissance, son économie ne demande qu'à se développer, la misère y est très grande, l'histoire et les deux guerres mondiales nous y ont attribué des responsabilités, la langue française y est répandue. Enfin, elle est appelée à jouer un rôle stratégique pour l'avenir de l'Europe dans la mondialisation.

L'Europe a les moyens d'une politique de puissance. **L'euro est un succès** car il est la deuxième monnaie internationale et nous devons l'imposer davantage comme monnaie de transaction dans nos échanges. Elle représente un marché de 500 millions de consommateurs. Elle a le plus grand stock d'épargne privée du monde.

L'ambition européenne est devenue une question vitale pour nos nations. L'affrontement majeur qui s'élève entre les Etats-Unis et la

Chine va déterminer l'avenir du monde ; l'Europe, sa culture, ses valeurs, son modèle de civilisation méritent que l'on ne soit pas simple spectateur. Commençons par mettre de l'ordre à nos portes.

<https://www.lopinion.fr/edition/politique/s-opposer-a-turquie-soutenir-l-europe-bloc-notes-patrick-devedjian-214163>